

**TROISIÈME CONFÉRENCE DES HAUTES PARTIES
CONTRACTANTES AU PROTOCOLE V RELATIF
AUX RESTES EXPLOSIFS DE GUERRE, ANNEXÉ
À LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION OU
LA LIMITATION DE L'EMPLOI DE CERTAINES
ARMES CLASSIQUES QUI PEUVENT ÊTRE
CONSIDÉRÉES COMME PRODUISANT
DES EFFETS TRAUMATIQUES EXCESSIFS OU
COMME FRAPPANT SANS DISCRIMINATION**

CCW/P.V/CONF/2009/6

24 septembre 2009

FRANÇAIS

Original: ANGLAIS

Genève, 9 et 10 novembre 2009

Point 10 de l'ordre du jour provisoire

Examen de l'état et du fonctionnement du Protocole

**RAPPORT SUR LA COOPÉRATION, L'ASSISTANCE ET
LES DEMANDES D'ASSISTANCE**

Soumis par le Coordonnateur¹ pour la coopération, l'assistance et
les demandes d'assistance

I. SYSTÈME D'INFORMATION SUR LE WEB POUR LE PROTOCOLE V (WISP.V)

1. Sur la base des décisions pertinentes de la deuxième Conférence des Hautes Parties contractantes, la Réunion d'experts de 2009 devait examiner plus avant la question de la création du WISP.V et établir une proposition détaillée pour examen et adoption finale par la troisième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V. À cette fin, le Coordonnateur devait définir plus précisément le système d'information pour le Protocole V et établir une proposition pour la troisième Conférence des Hautes Parties contractantes.
2. Pour faciliter ce travail, le Coordonnateur a tenu d'intenses consultations sur un certain nombre de possibilités techniques avec des experts compétents tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du système des Nations Unies.
3. Les solutions ci-après ont été recensées pour créer le WISP.V proposé:
 - a) Option I:
 - i) Tirer parti des systèmes d'information existants, tels que le système de gestion en ligne des projets du Bureau de la coordination des affaires humanitaires (OCHA). Afin d'adapter le système OCHA aux besoins et d'en réduire le champ d'application, des ressources humaines et du travail sont nécessaires. Le système

¹ En application de la décision pertinente de la deuxième Conférence des Hautes Parties contractantes au Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre, telle qu'elle figure au paragraphe 46 c) de son Document final (CCW/P.V/CONF/2008/12), la coordination des débats relatifs à la coopération, l'assistance et les demandes d'assistance, conformément aux articles 7 et 8 du Protocole, a été assurée par M. Gyula Somogyi (Hongrie).

serait hébergé sur les serveurs de l'ONU, pour lesquels il faudrait mettre au point du matériel permettant de répondre aux besoins des utilisateurs et de la maintenance technique;

- ii) Les fonds requis pour cette option se présentent comme suit: [étude en cours avec les développeurs de l'OCHA.]

b) Option II:

- i) Abonnement à un système-cadre préétabli, qui comporte toutes les caractéristiques fondamentales requises pour le système proposé, mais qui doit être adapté aux besoins grâce au concours d'ingénieurs en logiciels. La partie données du système serait accueillie sur des serveurs de tiers, mais l'interface utilisateur qui comprend la partie visible du WISP.V serait installée sur le site Web de la Convention dans le système des Nations Unies. Tous les éléments relatifs à la maintenance technique et au matériel sont inclus dans l'abonnement;
- ii) Les fonds requis pour cette option se présentent comme suit:
 - Adaptation du cadre aux besoins: 11 000 à 13 000 dollars des États-Unis
 - Abonnement annuel: 2 200 dollars des États-Unis (une tarification spéciale pour l'ONU et un paiement annuel entraîneraient des rabais supplémentaires d'environ 15 à 20 %).

c) Option III:

- i) Achat d'un système-cadre comprenant la plupart des modules du système proposé mais ne comportant pas la caractéristique la plus importante: les formules Web en ligne et la composante production du rapport, qui est essentielle pour le WISP.V. Les aspects manquants nécessitent un travail spécial de développement, notamment des logiciels supplémentaires et des ressources humaines. Le système serait hébergé sur les serveurs de l'ONU, pour lesquels il faudrait mettre au point du matériel permettant de répondre aux besoins des utilisateurs et de la maintenance technique;
- ii) Les fonds requis pour cette option se présentent comme suit: Lotus Quick R: 36 000 francs suisses, plus l'élaboration des formules en ligne [le prix est à l'étude].

II. DEMANDES D'ASSISTANCE

4. À la Réunion d'experts de 2009, le Coordonnateur a évalué le masque de saisie des formules de demande d'assistance et l'utilisation des masques, qui ont été adoptés en 2008 par la deuxième Conférence des Hautes Parties contractantes. Le Coordonnateur tient à remercier les États (Biélorus, Serbie et Ukraine) qui ont utilisé les formules de demande d'assistance. L'analyse de ces demandes a clairement montré que les divers besoins relatifs aux REG sont en augmentation et sont devenus visibles pour les pays donateurs potentiels. Il est quelque peu regrettable que, jusqu'ici, aucun de ces besoins n'ait donné lieu à la fourniture de ressources adéquates.

5. Sur la base de l'évaluation de l'emploi du masque de saisie et en particulier du nombre très élevé des besoins énumérés, le Coordonnateur souhaiterait proposer que les formules de demande d'assistance soient modifiées et que les deux colonnes supplémentaires suivantes soient introduites dans la formule B (Évaluation des besoins):

a) Colonne «Priorité»: Ceci permettrait aux donateurs potentiels de repérer les besoins jugés prioritaires par le pays demandeur;

b) Colonne «Programme achevé»: Ceci permettrait de signaler les programmes qui sont maintenant achevés et sur lesquels l'attention des donateurs potentiels n'est plus appelée. Cette colonne aura le maximum d'utilité dans le système WISP.V.

III. COOPÉRATION ET ASSISTANCE

6. La République de Hongrie, en tant que Coordonnatrice pour la coopération et l'assistance, a organisé en juin 2009 à Budapest un atelier relatif aux REG, appelé «atelier REG de Budapest». Il avait pour objet de lancer la coopération entre experts des munitions explosives. Quatorze pays et deux organisations étaient représentés par 20 experts. Dans le cadre de l'atelier d'une durée de deux jours, le premier bataillon de combat et d'élimination des munitions explosives des forces de défense hongroises a organisé plusieurs conférences orientées vers l'application. Les participants ont visité trois sites où des programmes de formation aux exportations de munitions explosives et des techniques de destruction des REG ont fait l'objet de démonstrations et de débats.

7. Le Coordonnateur produira un film de sensibilisation en utilisant des séquences vidéo enregistrées lors de l'atelier REG de Budapest, ainsi que lors de divers entretiens organisés avec des personnes dont les fonctions ont un rapport avec le Protocole V et des organisations pertinentes engagées dans des activités relatives aux REG. Des copies du film seront établies par le secrétariat de la Convention et seront soumises à tous les États Membres de l'ONU et communiquées pour diffusion dans les endroits pertinents.

8. Dans ce contexte, le Coordonnateur recommande que la troisième Conférence des Hautes Parties contractantes prenne les décisions suivantes:

a) En ce qui concerne la base de données sur les REG: approuver les propositions de modification des formules de demande d'assistance mentionnées au paragraphe 5 ci-dessus;

b) En ce qui concerne le système d'information WISP.V: commencer à mettre au point le système WISP.V sur la base d'une des options présentées au paragraphe 3 ci-dessus.
